

# eco

EDITION FRANCOPHONE



EDITION FRANCOPHONE

ECO est publié par les ONG depuis la Conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à la COP18 / MOP8 à Doha. Pour recevoir ECO par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à [ecodiffusion-subscribe@rac-f.org](mailto:ecodiffusion-subscribe@rac-f.org) ou consulter le site [www.rac-f.org](http://www.rac-f.org) et sur Twitter [@RACFrance](https://twitter.com/RACFrance)

## LES LIMITES DE NOTRE PLANÈTE NE SONT PAS NÉGOCIABLES !

Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Les rapports du PNUE et de la Banque mondiale, parus récemment, sont sans équivoque : la fenêtre d'opportunité pour stabiliser l'augmentation de la température moyenne du globe au-dessous de 2°C et éviter les impacts climatiques les plus dangereux, se referme rapidement. C'est donc l'échéance non négociable que nous impose notre planète. Durban a défini des tâches claires pour Doha, qui doivent être respectés : l'adoption des amendements au Protocole de Kyoto, l'aboutissement du LCA et un accord sur les programmes de travail encadrant d'une part les négociations du Protocole de 2015 et d'autre part, l'augmentation de l'ambition à court terme.  
Mesdames et Messieurs les Ministres, retrouvez vos manches, car il ya beaucoup à faire cette semaine ! C'est pourquoi ECO a souhaité vous fournir quelques conseils utiles. Si vous les suivez, vous finirez votre travail en temps et en heure !

### # 1 - Ne trichez pas - Cela n'est utile ni pour le climat, ni pour le renforcement de la confiance

Les amendements au Protocole de Kyoto doivent être adoptés à Doha, afin de maintenir en vie le seul accord juridiquement contraignant sur le climat et de rationaliser le processus. Cependant, 13.000.000.000 de tonnes de CO2 devraient être abandonnées à Doha : c'est le fameux « air chaud » qui découle de la première période d'engagement. Cet air chaud n'aide en rien à sauver le climat et il est grand temps qu'il disparaisse. Le pays hôte de la prochaine COP, la Pologne, doit commencer à faire preuve de leadership et cesser de retarder les efforts de l'UE sur

cette question.

Garder Kyoto en vie est crucial pour deux raisons. D'une part, il contient les principaux éléments de l'architecture climatique internationale, qui doivent être reflétés dans le futur Protocole de 2015 : les budgets carbone mondiaux et nationaux, les objectifs climatiques appliqués à toute l'économie, les règles de comptabilité, de conformité communes, et les périodes d'engagement de cinq an. Deuxièmement, il fait partie du paquet de Durban et son adoption permettra à l'ADP d'aller de l'avant l'année prochaine. En attendant son entrée en vigueur, il doit être appliqué à titre provisoire à partir du 1<sup>er</sup> Janvier 2013.

Les bons éléments du protocole de Kyoto n'ont pas besoin d'être exclusivement « monopolisés » par le Protocole. Nous attendons impatiemment que les pays qui ont quitté le navire Kyoto, et agissent désormais sous le

LCA, prouvent qu'ils n'ont pas l'intention d'échapper à leurs responsabilités et acceptent les mêmes normes comptables que leurs amis sous Kyoto et l'établissement de budgets de carbone, plutôt que de simples objectifs pour une année précise

### # 2 - Affrontez les problèmes

En 2015, le monde doit conclure un accord ambitieux sur le climat. Il faudra pour cela qu'il réponde à deux questions cruciales : premièrement, que devons-nous faire pour éviter un changement climatique dangereux et, deuxièmement, comment allons-nous atteindre ce but ? A Doha, il est essentiel de se mettre d'accord sur un examen précis de là où nous en sommes par rapport à l'objectif à long terme. Cet examen doit être réalisé par un organe robuste.

- suite p.2



Crédit photo : CAN Europe / Matthew Keys

- Suite de l'article «Les limites ....»

En outre, l'équité et l'ambition sont les revers d'une même médaille. Nous devons obtenir à Doha un processus d'une durée d'un an, visant à explorer les questions d'équité. Il se rapporterait à l'ADP lors de la COP19. L'objectif est de permettre à l'ADP d'intégrer à son travail les progrès réalisés sur l'équité. La question des « pertes et dommages » est également essentielle pour les pays les plus vulnérables, dont les perspectives d'avenir doivent être discutées. Les ministres doivent comprendre les risques très réels du changement climatique dans ces pays.

### # 3 - Soyez ambitieux !

Mesdames et Messieurs les Ministres, nous attendons que vous augmentiez votre ambition en matière de réduction des émissions et des financements, ici, à Doha ! L'objectif de 20% de l'Union européenne a déjà été atteint, l'objectif inconditionnel de l'Australie est honteusement faible et les Etats-Unis n'ont jamais ne serait-ce que mentionné un objectif situé dans la fourchette nécessaire. En fait, l'UE devrait écouter le ministre allemand et augmenter son objectif de 30% à Doha !

De même, ECO attend toujours de voir sur la table un chiffre pour les financements climat pour la période après 2012.

Le résultat de Doha ne suffira pas à sauver la planète. Inutile de croire, donc, que votre travail s'achèvera à votre retour dans les capitales. Les pays développés doivent accroître de manière urgente et massive leurs mesures d'atténuation et d'ambition en termes de financements. Doha doit permettre d'adopter place un plan de travail de haut niveau et un plan de travail technique en 2013.

Tous les pays doivent capitaliser sur les initiatives qui permettront d'accroître le niveau d'ambition, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de la CCNUCC - des HFC à l'élimination progressive des subventions aux énergies fossiles. ECO attend également avec impatience des annonces de nos hôtes qatariens et de leurs voisins du Golfe.

Au cours de l'année 2013, les Parties devront passer du «remue-ménages» conceptuel à des discussions concrètes sur la négociation du Protocole de 2015, conduisant à un texte de compilation pour la COP19.

La réélection du président Obama et le nouveau leadership en Chine a créé le potentiel de changement. Sur cela, nous allons capitaliser à Doha et au-delà.

### N° 4 - Laisser les retardataires derrière !

La planète ne peut attendre que nous nous décidions enfin à agir. Certains pays n'ont

pas vraiment l'intention d'agir et d'améliorer le régime climatique. C'est le cas de la Russie, qui ne mettra pas d'objectif chiffré sur la table, mais veut garder son air chaud et ce qu'elle estime pouvoir en tirer sur le marché du carbone, au prix de l'intégrité environnementale. C'est aussi le cas du Canada, qui s'est engagé au titre du Protocole de Kyoto, n'a pas respecté son engagement, et par conséquent se retire pour éviter les conséquences d'un tel retard. La Nouvelle Zélande doit également réitérer son implication dans la lutte contre le changement

climatique. Est-ce vraiment pour la protection du climat ou tout simplement un slogan publicitaire ? Tous ces pays courent le risque de se retrouver rapidement en fin de peloton, de devenir inutiles alors que les autres pays seront en train d'élaborer un consensus sur la « nouvelle logique » sous l'ADP.

Mesdames et Messieurs les Ministres, vous devez achever le travail de Doha en supprimant les échappatoires, en affrontant les problèmes, y compris sur l'ambition à court terme et les négociations du Protocole de 2015. Ensuite, à votre retour au pays, agissez !

## DÉSERTIFICATION : PLUS DE SYNERGIES ENTRE LES CONVENTIONS POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES COMMUNAUTÉS !

Le changement climatique et la dégradation des terres sont parmi les nouveaux défis qui s'imposent à l'agriculture et à la sécurité alimentaire des populations en zones arides. Dans la situation particulièrement difficile de l'Afrique subsaharienne, on estime que la surface des terres arides et semi-arides sujettes à la désertification devrait croître de 30 % entre 2000 et 2020. Toutefois, c'est la baisse importante de la productivité et la variation des régimes des pluies qui vont aggraver la situation et diminuer les rendements des cultures pluviales, tendance confirmée aussi par le dernier rapport du GIEC.

Face à ce phénomène, des initiatives sont en place dans les pays touchés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine pour la survie des communautés locales en zones arides, et visent :

- Le développement agricole et la résolution du problème de la sécurité alimentaire: Pour faire face aux problèmes alimentaires, les pays ont développé des politiques agricoles basées sur l'amélioration de variétés locales (niébé, sorgho, etc.), l'accroissement de la productivité de l'élevage, le maraîchage, la maîtrise de l'irrigation.

- La conservation et la protection des ressources naturelles, à travers le reboisement, la valorisation de plantes médicinales, la gestion communautaire de forêts et la vente des produits de cueillette, etc.

- La gestion des ressources en eau avec le développement des aménagements hydro-agricoles, l'aménagement de retenues d'eau, la mise en place de systèmes d'irrigation goutte-à-goutte, etc.

- La mise en place de systèmes d'information, la promotion de l'éducation environnementale et la sensibilisation des populations aux exigences de leur milieu etc. Le renforcement des capacités des populations locales

contribue aussi à une meilleure gestion de l'environnement.

- L'utilisation rationnelle de l'énergie car l'accroissement des besoins en biomasse-énergie dans les pays touchés et la hausse des prix du gaz butane engendrent une forte pression sur les ressources forestières. Les gouvernements sont amenés à favoriser l'utilisation des énergies renouvelables et ou alternatives, entre autres, pour l'éclairage et le pompage de l'eau.

Ces activités menées dans le cadre de la lutte contre la désertification permettent de répondre aux besoins d'adaptation urgents aux impacts du changement climatique, identifiés par les pays les moins avancés (PMA), et de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère en promouvant la gestion durable des terres et des forêts permettant de séquestrer le carbone, en facilitant l'accès aux énergies renouvelables.

Bien que leurs méthodes et leurs approches soient différentes, les programmes des conventions CCNUCC et UNCCD partagent un objectif commun: celui d'améliorer les conditions de vie des populations vulnérables et pauvres touchées par la désertification et le changement climatique. Pour parvenir plus rapidement à cet objectif et avec les moyens financiers existants, les pays doivent créer des synergies entre ces Conventions. Dans ce contexte, de grands projets régionaux tels que l'initiative de la Grande Muraille Verte du Sahara et du Sahel ne seraient ils pas une opportunité à saisir pour réaliser cette synergie nécessaire et répondre ainsi aux enjeux du changement climatique, de la dégradation des terres et de l'insécurité alimentaire ?

*Emmanuel S. Seck, ENDA  
Stéphanie Faure, GTD/RéSaD*